

RAPPORT Résumé exécutif - Janvier 2026

Démocratie

Les nouveaux chemins du civisme



Nous savons depuis Thucydide que « la force de la cité ne repose ni dans ses remparts, ni dans ses vaisseaux, mais dans la volonté de ses citoyens ». Cette volonté qui cherche tout à la fois la puissance du collectif et le respect des aspirations individuelles est d'autant plus nécessaire que la multiplication des facteurs d'instabilité met à mal nos communs et fragilise nos fondements démocratiques. Nous avons donc souhaité proposer un état des lieux du civisme en France en s'appuyant sur des éléments quantitatifs collectés par l'Institut Verian et des éléments qualitatifs recueillis auprès des principaux acteurs concernés et des différents groupes de veille organisés par l'Institut Montaigne. Ce travail se place ainsi en droite ligne d'une réflexion plus large sur les conditions d'un renouveau français, lucide sur notre situation, volontaire dans nos ambitions, confiant dans nos capacités.

Ce rapport révèle ainsi deux choses. Il alerte sur le niveau de défiance institutionnelle sous l'ombre portée du désenchantement politique. 49 % des Français ne font plus confiance au résultat des élections. Mais il rassure sur l'existence d'un immense réservoir civique sous-exploité. Car les Français restent attachés à la démocratie : 77 % la jugent préférable à toute autre forme de gouvernement et 79 % souscrivent à l'idée que voter témoigne de l'attachement porté à son pays. Le civisme ne se limitant pas aux enjeux de participation électorale, nos concitoyens montrent chaque jour leur désir d'engagement. 74 % témoignent ainsi avoir mené au moins une action civique au cours des 12 derniers mois et 41 % entendent renforcer leur engagement politique et social. Car le civisme s'incarne au quotidien sur plusieurs fronts : engagement associatif, information responsable, délibération informelle entre citoyens, respect des institutions et des marqueurs régalien, intérêt pour autrui, compréhension de ce qui nous engage collectivement. Loin des caricatures qui lui sont généralement réservées et considéré dans toute son ampleur, le rapport des Français à la chose publique apparaît beaucoup plus constructif.

Voici donc des recommandations en faveur d'un réengagement citoyen nécessaire à la recomposition de notre démocratie et à l'implémentation sereine de réformes d'ampleur. Elles préfigurent un travail de terrain qui s'attachera, au plus près des réalités socio-économiques des Français, à reconstruire cet indispensable lien entre électeurs et institutions et entre concitoyens.

Marie-Pierre de Baillencourt,
Directrice générale de l'Institut Montaigne

En France, un réservoir civique réel, mais fragile et sous-exploité

Comment se porte le civisme en France, à quelques mois de l'élection présidentielle de 2027 ? C'est à cette question que l'Institut Montaigne a souhaité répondre, en dressant un état des lieux du civisme dans notre pays, et en formulant des propositions visant à contribuer à son impérative revitalisation. Ce travail s'est nourri d'une triple dynamique. Une série d'une trentaine d'entretiens d'abord, menés auprès d'experts, d'académiques et d'acteurs de terrains, qui nous ont donné le « pouls » du civisme, capté depuis leurs champs disciplinaires ou leurs terrains d'actions, national ou local. Une enquête menée avec l'Institut Vérian ensuite, afin de disposer d'éléments quantitatifs qui nous permettent de mesurer l'état du civisme au sein de la société française. Enfin, nous avons réuni un groupe de travail sur une année, lui aussi composé de personnalités issues d'univers très divers, afin d'aborder tous ces enjeux dans la collégialité.

Cette triple dynamique – enquête quantitative, entretiens qualitatifs et collégialité du groupe de travail – révèle plusieurs tendances et indicateurs, qui permettent de répondre à notre question initiale de manière contrastée. **La première, c'est qu'au-delà de la seule défiance, il existe en France un réservoir civique réel, mais fragile et sous-exploité.** C'est sur ce potentiel que nous avons souhaité insister, sans minorer bien sûr les défis majeurs qui menacent la confiance démocratique dans notre pays, auxquels nous accordons également de vastes développements dans la première partie du rapport.

- Si la participation électorale – à laquelle il ne faut évidemment pas réduire le civisme – a atteint des records lors des élections législatives de 2024, cette hausse conjoncturelle n'est en rien le signe annonciateur d'une inversion des courbes qui, de l'élection présidentielle aux élections municipales, démontrent toutes, depuis plusieurs décennies maintenant, **une hausse tendancielle de l'abstention**. Précisons d'emblée que la lutte

contre l'abstention ne saurait être une fin en soi, et qu'une hausse de la participation peut aussi découler d'une augmentation de la polarisation et de la violence politique. Ce qu'il nous faut donc viser, **c'est le retour d'une participation électorale citoyenne et constructive, qui ne soit pas la simple expression d'une colère ou d'un combat existentiel contre un ennemi politique, mais le souhait de participer à une vie démocratique jugée capable de répondre aux attentes citoyennes.**

- D'autres indicateurs, déclaratifs cette fois, sont sans équivoque : **c'est le cas de la défiance à l'égard de la politique, du désenchantement et de la frustration qui traverse une large partie de l'électorat.** Les Français ont, dans leur grande majorité, le sentiment d'être **mal informés sur la politique, mais aussi d'être mal formés** : plus de la moitié considère que l'enseignement civique dispensé à l'école ne permet pas de bien comprendre le fonctionnement de nos institutions et de notre système démocratique. Cet indispensable tandem formation / information doit faire l'objet d'une large refonte, avec une priorité accordée à la jeunesse. Comment faire de l'enseignement civique une matière plus vivante, plus concrète et plus incarnée ? Le citoyen en devenir, s'il est correctement sensibilisé à ces enjeux sera, dans sa vie d'adulte, un acteur plus éclairé de la vie démocratique.
- Un chiffre particulièrement préoccupant, et relativement nouveau, apparaît dans notre enquête et mérite toute notre attention : **un Français sur deux déclare ne pas avoir confiance dans les résultats des élections en France.** Ce chiffre est colossal et ajoute un défi supplémentaire à ceux, déjà nombreux, auxquels notre démocratie est confrontée. En 2022, après l'élection présidentielle, une précédente enquête montrait que 19 % des Français considéraient que l'élection avait été truquée. Le phénomène s'est donc accentué et nous devons le prendre avec le plus grand sérieux, en amont des échéances à venir. L'exemple américain doit ici servir de boussole. Si le numérique et les réseaux sociaux ne sont pas les seuls facteurs explicatifs de cette défiance, ils doivent être intégrés de manière

sérieuse à notre réflexion. Comment, à l'ère du numérique et de la désinformation, restaurer la confiance envers le processus électoral, au fondement de notre pacte démocratique ?

- Au-delà de ces indicateurs, qu'il serait évidemment dangereux de sous-estimer, **d'autres éléments démontrent que le civisme en France n'est pas aussi moribond que certains voudraient le croire.** Sous la défiance et le désenchantement, on observe un attachement très fort au vote et à la démocratie. Un attachement qui n'est pas une adhésion aveugle : l'exigence citoyenne à l'égard de l'un comme de l'autre en ressort décuplée. Plus l'attachement est grand, plus l'on ressent de frustration quant à leurs dysfonctionnements. Deux chiffres de notre enquête illustrent cette dialectique : 77 % des Français considèrent que « quelles que soient les circonstances, la démocratie est toujours préférable à toute autre forme de gouvernement », mais 63 % considèrent qu'elle fonctionne mal (dont 21 %, très mal).
- Ce que dévoile le rapport enfin, **c'est un potentiel civique sous-exploité dans notre pays.** Abstentionnistes contraints, mal-inscrits sur les listes électorales, électeurs intermittents ou réguliers qui ne demandent qu'à participer davantage, à s'engager autrement. 74 % des Français déclarent avoir participé au moins à une action civique au cours des 12 derniers mois, **et ils sont plus de 40 % à vouloir s'impliquer davantage, avec une large majorité souhaitant se tourner vers l'échelon local pour satisfaire ce désir d'engagement.** Des actions concrètes peuvent être déployées à destination de ces publics, comme à destination des « désenchantés », ceux qui ont fait le choix de se couper d'une action politique qu'ils jugent trop décevante, dégradée voire inutile. Notre conviction est que même ces publics-là sont « récupérables », que la défiance contextuelle peut être surmontée grâce à un appétit plus structurel de participation citoyenne. **Un accent particulier doit enfin être porté sur les 10,6 millions de Français concernés par les problématiques relatives à l'inscription électorale (mal-inscription ou non-inscription).**

QU'EST-CE QU'UN « BON CITOYEN » ?

Les données de l'enquête Verian nous ont également permis de dessiner les contours du « bon citoyen » tel que le perçoivent les Français. Parmi les dix qualités proposées dans notre questionnaire, trois dominent massivement dans les réponses : « **respecter les lois et règlements** », « **respecter les opinions différentes** » et « **voter régulièrement aux élections** ». Derrière ce trio, différentes familles peuvent être composées. Nous en proposons 4, qui sont autant de miroirs sur la pratique et la perception du civisme en France.

- 1) **Famille 1 – Civisme institutionnel.** Cette famille, qui représente 69 % de l'échantillon, répond à une conception institutionnelle et normative du civisme : la citoyenneté est d'abord un ensemble d'obligations vis-à-vis de la collectivité et de l'État.
- 2) **Famille 2 – Civisme éthique et solidaire.** Cette deuxième famille, qui représente 14 % de notre échantillon, est plus engagée sur les questions sociales et environnementales, qui sont pour elle indissociables du civisme. Ces profils valorisent une citoyenneté horizontale, tournée vers les relations sociales, la protection des plus vulnérables ou la responsabilité écologique.
- 3) **Famille 3 – Civisme libéral-pluraliste.** Cette troisième famille, qui représente elle aussi 14 % de notre échantillon, place la tolérance et le respect des opinions différentes en tête de sa conception du civisme.
- 4) **Famille 4 – Civisme politique.** Cette dernière famille, beaucoup moins représentée que les précédentes (4 %) défend une forme de civisme politique, voire politisé : avoir une activité politique et s'informer sur la politique sont les piliers de leur conception du civisme.

Quelques chiffres clés issus de l'enquête :

- Près de 9 Français sur 10 considèrent qu'il est important pour un citoyen de voter lors d'une élection.
- Près de 8 sur 10 estiment que le vote est un bon moyen de montrer l'attachement que l'on porte à son pays.
- 75 % considèrent que voter est le meilleur moyen d'avoir son mot à dire sur les choses en France.
- 77 % des Français considèrent que « quelles que soient les circonstances, la démocratie est toujours préférable à toute autre forme de gouvernement », mais 63 % considèrent qu'elle fonctionne mal (dont 21 %, très mal).
- 49 % des Français n'ont pas confiance dans le résultat des élections en France.
- L'attachement aux majorités absolues recule :
 - 62 % des Français considèrent qu'il est important de parvenir à un large consensus, même si cela prend plus de temps et que tout le monde n'obtient pas exactement ce qu'il veut.
 - Contre 36 % qui considèrent qu'il est plus important que la majorité décide, même si cela signifie que certains groupes ne sont pas du tout d'accord avec le résultat.
- 74 % des Français déclarent avoir participé au moins à une action civique au cours des 12 derniers mois (pétition, bénévolat, boycott, don, manifestation, etc.).
- 53 % considèrent que l'enseignement civique dispensé à l'école ne permet pas de bien comprendre le fonctionnement de nos institutions et de notre système démocratique.
- 41 % des Français éprouvent l'envie de s'engager davantage dans la vie civique et politique, avec une forte préférence pour la contribution à des projets locaux

Propositions

AXE 1

L'ÉDUCATION CIVIQUE : CLÉ DE VOÛTE D'UNE REVITALISATION CITOYENNE

Proposition 1

Opérer une refonte complète du modèle d'enseignement moral et civique, basée sur les cas pratiques et la citoyenneté en action.

Proposition 2

Intégrer de manière beaucoup plus approfondie la dimension institutionnelle européenne à l'éducation civique.

Proposition 3

Permettre l'éducation à la citoyenneté « tout au long de la vie », en insistant sur la pédagogie autour des processus électoraux.

AXE 2

**RÉDUIRE L'ABSTENTION ET FAIRE
VIVRE LA DÉMOCRATIE EN DEHORS
DES PÉRIODES D'ÉLECTION****Proposition 4**

Permettre le changement automatique de bureau de vote en cas de déménagement.

Proposition 5

Organiser une « semaine de l'inscription électorale » pour lutter contre la mal-inscription et la non-inscription.

Proposition 6

Repenser le calendrier électoral afin d'optimiser la participation.

Piste 1 : regrouper les élections municipales, départementales et régionales lors d'une grande journée électorale dédiée aux scrutins locaux.

Piste 2 : fixer les élections législatives et l'élection présidentielle le même jour.

Proposition 7

Dépersonnaliser le référendum pour asseoir sa fonction de participation citoyenne directe.

Proposition 8

Inscrire les conventions citoyennes dans un véritable continuum démocratique.

AXE 3

**RENDRE L'ATMOSPHÈRE
DÉMOCRATIQUE PLUS RESPIRABLE****Proposition 9**

Pour un septennat non renouvelable.

Proposition 10

« Ralentir le temps démocratique » pour responsabiliser et former les élus.

Piste 1 : instaurer un intervalle entre l'élection et le début effectif du mandat.

Piste 2 : systématiser la formation des élus avant le démarrage effectif de leurs mandats.

Proposition 11

Face au tout numérique, recréer des espaces de délibération démocratique physiques.

Proposition 12

Consolider la régulation des réseaux sociaux et renforcer l'intégrité de l'information électorale en ligne.

Ce travail a bénéficié du soutien du Centre d'Information Civique (CIC), association dont la mission est de promouvoir le civisme, et notamment l'exercice du vote.